

Sur lesoir.be

Entretiens, débats en ligne : l'actualité vit sur le site du « Soir ». En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lesoir.be/debats

« Bart De Wever aura besoin de temps et de discrétion »

La mission du formateur a été prolongée pour la troisième fois. On en parle avec Véronique Lamquin.



On est reparti pour une quatrième semaine d'information. Peut-on dire que les choses traînent ?

Si le Roi a décidé de prolonger Bart De Wever, c'est que ce dernier lui a donné des signes que la coalition de centre-droit qu'il espère former n'est pas impossible. Il doit d'abord résoudre un problème de confiance entre les partenaires. Il doit convaincre le CDH de s'asseoir à la table des négociations et résoudre les problèmes entre Benoît Lutgen et Charles Michel, les relations entre MR et CDH étant pour l'instant glaciales.

Le CDH avait pourtant dit qu'il ne monterait pas dans un gouvernement avec la N-VA ?

C'est aussi le cas du MR. Reynders avait dit qu'au fédéral,

c'était idéal d'aller au gouvernement sans la N-VA. Les uns et les autres vont sans doute réfléchir à mettre de l'eau dans leur vin. Mais ce n'est pas fait. On peut alors envisager une coalition MR-CD&V-N-VA et VLD.

Si le gouvernement formé est uniquement de droite, n'y aura-t-il pas un problème avec les régions ?

Notre pays a besoin d'avoir des gouvernements fédéral et fédérés qui s'entendent et sont capables de travailler ensemble, car il y a beaucoup de matières éclatées. Avoir des majorités divergentes ne simplifierait pas les choses.

Que va-t-il se passer à présent ?

Bart De Wever a besoin de temps et en ce sens, il est bien servi par le Mondial. Il est clair qu'il fait son travail en essayant de réussir et en observant une discrétion totale. Ses interlocuteurs ne doivent pas s'en plaindre. Il a besoin de temps et de discrétion et l'attention énorme portée à la Coupe du monde va l'aider. D'autant qu'il paraît qu'il n'est pas fan de football...

aujourd'hui

11:02



Après Delhaize, la crise va-t-elle toucher d'autres supermarchés ?

On en parle avec Pascal Lorent.

la carte blanche



Jean-Paul Lambert Recteur honoraire de l'Université Saint-Louis à Bruxelles

La Fédération Wallonie-Bruxelles sacrifie ses jeunes

La pratique du redoublement a un coût budgétaire mais aussi social, qui fait de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles l'un des plus inégaux dans les pays de l'OCDE. Un constat plus inquiétant encore : l'ascenseur social n'a pas seulement cessé de fonctionner, il est redescendu.

Les missions liées à l'enseignement absorbent 75 % du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il faut donc gérer au mieux ces moyens, dans l'intérêt de nos jeunes, de tous niveaux d'enseignement. Les débats publics récents ont porté l'attention sur deux préoccupations importantes : la nécessité d'améliorer les performances de notre enseignement obligatoire et celle de refinancer notre enseignement supérieur. Dans ce bref article, je tenterai de montrer que ces deux objectifs sont complémentaires et, en réalité, « budgétairement compatibles ».

Une caractéristique majeure de notre enseignement obligatoire, et en particulier de notre enseignement secondaire, est la prévalence de la « culture du redoublement ». Avec 48 % des élèves de 15 ans ayant déjà redoublé au moins une fois, la FWB est – très largement – championne du monde du redoublement. Et pourtant, les recherches, tant nationales qu'internationales, sont unanimes à démontrer que la pratique du redoublement est non seulement inefficace, mais est même contre-productive pour la poursuite du parcours scolaire de l'élève. Les statistiques récentes montrent certes un infléchissement bienvenu des taux de redoublement depuis deux ou trois ans, mais à partir d'un niveau tel que nous restons – et sans doute pour longtemps – champions du monde. L'acuité du problème est telle qu'un grand nombre d'associations et des organisations syndicales ont appelé à une « refondation de l'école » et que le parlement de la FWB a récemment estimé de-

voir y consacrer une séance plénière. A ces occasions, la presse a abondamment mis l'accent sur le gâchis humain que représente le redoublement ainsi que sur le coût annuel de celui-ci pour le budget de la FWB, tel qu'estimé par l'administration de la FWB elle-même à 416,6 millions d'euros pour les seuls niveaux du primaire et du secondaire ordinaire.

Ces éléments d'information, pour spectaculaires qu'ils soient, ne fournissent cependant pas une évaluation correcte du coût – social et budgétaire – de la pratique du redoublement. Ils ne reflètent, en effet, qu'une approche « statique » (impact budgétaire immédiat des seuls redoublements opérés durant la dernière année scolaire), là où une approche « dynamique » est pertinente. C'est dans la deuxième partie des années 90 que les taux de redoublement ont commencé à augmenter, inexorablement, dans le secondaire. Dès le début des années 2000, la pratique, de plus en plus exacerbée, du redoublement s'est traduite par une augmentation continue des retards scolaires, touchant successivement chacune des années du secondaire. On sait que le redoublement et son corollaire, la re-

Le plus déroutant réside dans les choix budgétaires (et donc politiques) de la FWB

légation, en cascade, d'une filière à l'autre, frappent plus fortement les jeunes issus de milieux socioéconomiques plus modestes. L'engouement pour la pratique du redoublement a donc eu pour effet de creuser encore davantage les inégalités sociales au sein de notre enseignement secondaire, épinglé comme l'un des plus inégaux de l'OCDE. Mais il y a plus grave encore : la montée inexorable des retards scolaires a amené une proportion grandissante de jeunes ayant atteint l'âge de fin d'obligation scolaire à abandonner, découragés, en

donc mis en situation de ne plus pouvoir jouer son rôle d'ascenseur social. Mais le plus déroutant réside dans les choix budgétaires (et donc politiques) de la FWB. Alors que notre enseignement supérieur accueille désormais, en plus grandes proportions qu'auparavant, des élèves fragilisés par un échec antérieur dans le secondaire, les conditions d'encadrement qu'il peut offrir restent proprement laminées – surtout pour l'université – par deux décennies de système d'enveloppes (budgétaires) fermées.

Conclusion : sur la dernière décennie, l'ascenseur social que constitue l'enseignement obligatoire en FWB n'est pas seulement tombé en panne : il est redescendu !

Ces évolutions ne sont évidemment pas sans impact sur notre enseignement supérieur. Celui-ci accueille à présent une proportion plus faible de chaque classe d'âge (l'augmentation de sa population étudiante ne résultant plus que des simples évolutions démographiques), laissant augurer une baisse corrélatrice de la proportion finale des nouvelles classes d'âge titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Par « effet ricochet » des évolutions décrites plus haut, notre enseignement supérieur est

donc mis en situation de ne plus pouvoir jouer son rôle d'ascenseur social.

Les chiffres officiels de la FWB sont éloquentes : sur la seule période 2002-2003 à 2011-2012, soit 9 ans, les moyens alloués par étudiant (autrement dit, les conditions d'encadrement) ont été réduits (en termes réels) de 14,7 % pour l'université et de 2,6 % pour

Les conditions d'encadrement que peut offrir notre enseignement supérieur restent laminées

Revenons donc à l'évaluation

l'enseignement supérieur hors université, tandis qu'ils continuaient d'augmenter allègrement pour l'enseignement obligatoire (qui n'est pas soumis au régime de l'enveloppe fermée...) : +20 % dans l'enseignement primaire et +8,5 % dans l'enseignement secondaire.

Ces priorités politiques ont abouti à pouvoir décerner à la FWB une double médaille d'or (qui s'ajoute à celle de championne du monde du redoublement dans l'enseignement obligatoire) qu'il serait injuste de passer sous silence. Les statistiques internationales (OCDE, Eurostat) révèlent en effet que notre FWB est, actuellement, à la fois championne de l'OCDE pour le taux d'encadrement le plus favorable (à l'exception du seul Portugal) dans l'enseignement secondaire et championne de l'OCDE pour le taux d'encadrement le moins favorable dans l'enseignement supérieur ! Il y a, à l'évidence, des ajustements à opérer dans les choix budgétaires.

Revenons donc à l'évaluation

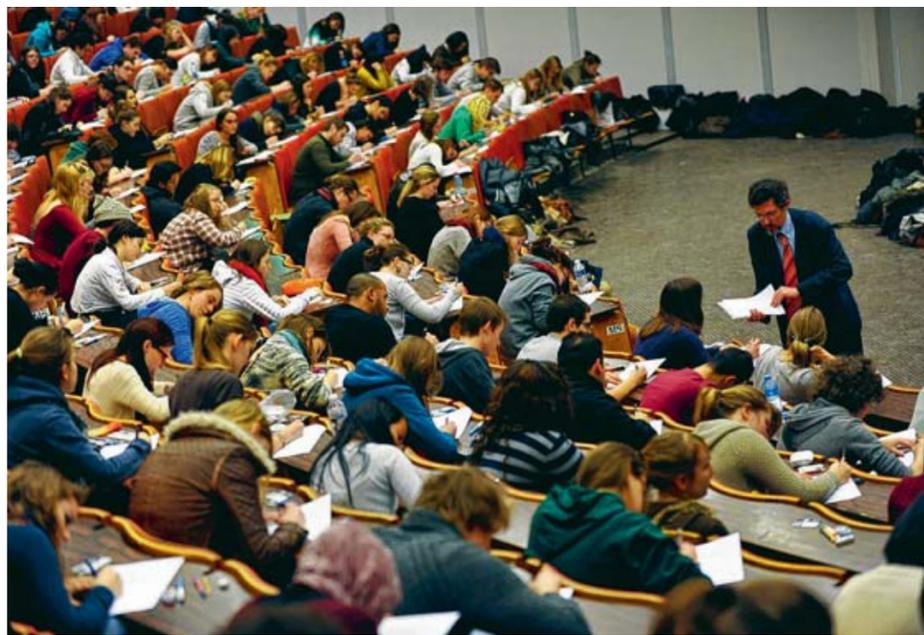
du coût (budgétaire) du redoublement. Si l'on veut véritablement évaluer le coût budgétaire de la pratique exacerbée du redoublement, il faut évidemment considérer les effets cumulés de ces redoublements, qui se traduisent par l'ampleur des retards scolaires.

Ceux-ci touchent 18 % des élèves de l'enseignement primaire (15 % en retard d'un an et 3 % en retard de deux ans ou plus) et 52 % des élèves du secondaire ordinaire (28 % en retard d'un an et 24 % en retard de deux ans ou plus). On calcule aisément le coût correspondant dans le budget annuel (2012) de l'enseignement obligatoire et on aboutit au montant astronomique de 1.524 millions d'euros, soit plus de 16 % du budget annuel global de la FWB et largement plus que l'ensemble du budget annuel de l'enseignement supérieur (universités, recherche scientifique et supérieur hors université).

Permettons-nous, à ce stade, de soumettre une suggestion à l'attention de nos responsables politiques. Ne pourrait-on viser l'objectif, somme toute « modeste », de réduire de moitié l'ampleur des retards scolaires dans l'enseignement obligatoire en l'espace de deux législatures (à raison d'un quart par législature) ?

Les moyens ainsi dégagés (soit 381 millions d'euros de 2012 sur chacune des législatures) pourraient être réinjectés, pour moitié, dans l'enseignement obligatoire (qui verrait, de ce fait, son taux d'encadrement, déjà champion de l'OCDE, s'améliorer encore) et, pour moitié, dans l'enseignement supérieur (qui, même avec ces moyens nouveaux, présenterait encore un taux d'encadrement nettement inférieur à ceux de ses voisins européens et à la moyenne des pays de l'OCDE).

Alors, enfin, notre ascenseur social se remettra-t-il à monter avec, en prime, les « effets retour » bienvenus pour les finances de nos Régions et de notre Communauté. ■



La Fédération Wallonie-Bruxelles présente le taux d'encadrement le plus favorable dans l'enseignement secondaire et le moins favorable dans l'enseignement supérieur. © PIERRE-YVES THIENPONT.

la carte blanche

Un collectif de signataires (*)

Lutter contre la pauvreté pour le bien-être de tous

Plusieurs associations œuvrant dans le secteur de l'aide aux plus démunis réclament des choix politiques clairs en matière d'allocations et de revenu minimum.

Les citoyennes et citoyens ont voté, les cartes sont renforcées (les unes de façon plus catégorique que les autres) et les débats sont terminés. Maintenant, il s'agit de former un gouvernement qui peut et

veut s'attaquer aux véritables défis. Et ces défis sont de taille. Nous sommes toujours en pleine crise ; une crise non seulement grave, mais qui dure déjà depuis plusieurs années, pour ne pas dire plusieurs décennies. Parce qu'une société avec quelque 2.356.000 personnes vivant sous le seuil ou au bord du seuil de pauvreté est une société en crise. Malgré de nombreux plans d'action, intentions et promesses, les dernières législatures n'ont pas fait

avancer la lutte contre la pauvreté, au contraire. La Belgique s'est engagée envers l'Europe à réduire ce chiffre (deux millions trois cent cinquante-six mille !) en sortant au moins 380.000 personnes de la pauvreté à l'horizon de 2020. Or, au lieu de reculer, la pauvreté concerne à ce jour 162.000 personnes supplémentaires.

La pauvreté n'est pas un accident de parcours, mais une conséquence directe de choix politiques. Une solution existe

donc, fonction d'une volonté et de choix politiques adéquats.

Les instruments pour réduire la pauvreté existent eux aussi. Devant nous, le nouvel accord gouvernemental est une opportunité à saisir. Quels que soient les partis qui formeront le prochain gouvernement, ce dernier devra faire face à une situation devenue dramatique pour une trop grande partie de la population et y répondre en conséquence.

Des mesures ambitieuses